



*Au service*  
*de* **Napoléon**  
*à Sainte-*  
*Hélène*

*Marchand et Ali*

*Musées d'Art et d'Histoire d'Auxerre*  
*Musées de Sens*  
*Foyer de jeunes travailleurs d'Auxerre*



# Marchand dans l'Yonne

*par Jean-Pierre Rocher*



Perdus sur une « *petite île* » de l'Atlantique sud, prisonniers à Longwood de « *l'oligarchie britannique de son sicaire* », Napoléon et ses compagnons d'exil s'ennuyaient. Ils attendaient avec impatience l'arrivée d'un bâtiment venant de l'Europe. Cet événement, qui rompait la monotonie quotidienne de leur existence, leur donnait le plaisir de recevoir nouvelles, journaux, correspondance.

Le 11 mars 1817 fut justement l'un de ces jours fastes. Peu de jours en effet après qu'un navire eut apporté la brochure du Dr. Warden sur Sainte-Hélène, qui bien que favorable à Napoléon fut critiquée par lui, un autre bâtiment « *allait fournir de nouveau à la distraction de l'Empereur* ». Il y avait notamment une lettre pour Marchand qui en présente ainsi la réception : « *Comme j'en témoignais ma joie à l'Empereur, il me demanda ce qu'elle renfermait et de quelle date elle était. Écrite le 8 janvier, je la recevais le 11 mars : mon père m'écrivait que le roi de Rome allait passer entre les mains des hommes, que M. le comte Dietrichstein était nommé son gouverneur, que ma mère allait quitter Vienne et qu'ils venaient d'acheter en Bourgogne pour 42 000 francs, contrat en main, une petite propriété appartenant à l'ancien préfet d'Auxerre, M. de La Bergerie qui, disait-on, y avait dépensé 100 000 francs. Mon père ajoutait qu'aussitôt le retour de ma mère en France, il comptait aller s'y enfermer une bonne partie de l'année* ».

Cette propriété, d'environ 23 hectares, dont nous avons montré la formation dans le catalogue de l'exposition consacrée en 2000 au bicentenaire du corps préfectoral, est située à Perrigny-près-Auxerre. Rougier de La Bergerie, premier préfet de l'Yonne et agronome, la constitua en effet par achat et échanges et l'aménagea à partir de 1807. « *C'est moi qui avais tout dessiné, planté, greffé, édifié, j'avais cru y arranger mon chevet de vieillesse, je l'avais nommé Verger parce que toutes ces dispositions en rappelaient le nom...* » écrira plus tard Rougier dans la deuxième édition de ses *Géorgiques*. Au sein d'un clos bordé de fossés et de haies, près du ru de Beaulche qui va se jeter dans l'Yonne non loin de là, il avait fait construire une belle demeure d'habitation, une tour

hexagonale - qui est certainement le monument le plus curieux de l'ensemble et dont le sous-sol servait de laiterie, le rez-de-chaussée surélevé de bibliothèque et le niveau supérieur de pigeonnier - des bâtiments agricoles dont l'un, encore subsistant actuellement, comporte aux clés de voûte de ses trois portes cochères les symboles de l'élevage et de la culture, une tête de bœuf, une gerbe de blé et une tête de cheval. Jardin, verger, potager, près, pièce d'eau, vignes, bois et terres labourables, le tout entrecoupé de plantations et d'allées complétaient un ensemble bien dans le goût de la vie simple, au milieu de la nature, propre à un XVIII<sup>e</sup> siècle qui lui avait vu faire ses premiers pas d'agronome et de propriétaire terrien à Bléneau, en Puisaye.

S'estimant injustement traité par le pouvoir - il avait été disgracié en 1813 comme préfet de l'Yonne et en 1815 pendant les Cent-Jours comme préfet de la Nièvre - et injustement aussi abandonné des citoyens d'un département qu'il pensait avoir défendus contre les excès de ce même pouvoir, Rougier prit la décision en 1815 de vendre cette propriété chère à son cœur. Si Rougier de La Bergerie avait pu connaître deux ans plus tard l'éloge que Napoléon fit de lui devant Marchand en le qualifiant de « *bon administrateur* » et « *d'homme instruit* », quelle consolation il aurait éprouvée !

La vente a été signée à Paris chez Me Gillet le 19 décembre 1815 moyennant 30 000 francs plus 12 000 francs de frais soit au total les 42 000 francs indiqués par Marchand. Ce notaire parisien était originaire de Joigny et il avait gardé dans le Jovinien des intérêts et des attaches familiales. Il y jouera plus tard un rôle politique local non négligeable comme libéral influent. C'était le neveu du député à la Constituante Gillet de la Jacqueminière. Sa fille épousa Cormenin, le célèbre pamphlétaire et député républicain de Joigny sous la monarchie de Juillet, son arrière-petite-fille s'unira à un descendant du maréchal Oudinot. Il était donc particulièrement bien placé par sa profession et ses liens avec l'Yonne pour signaler aux Parisiens qui le désiraient les propriétés qui étaient à vendre dans ce département.

Quant aux Marchand, c'était des gens bien assis dans la société. Charles Joseph Marchand est « *rentier, demeurant à Paris, 64 rue du faubourg Saint-Germain* » et, surtout, sa femme avait été première des trois berceuses du roi de Rome qui l'appelait affectueusement « *Chan Chan* ». Au moment de leur mariage en 1790, ils étaient déjà aisés, les apports des deux époux se montant à 3800 livres. Charles, fils de Louis Marchand, bourgeois à la Chapelle-en-Serval (diocèse de Senlis)<sup>1</sup>, était valet de chambre et sa femme, Marie Marguerite Broquet, mineure, sans profession déclarée, fille de Jacques Broquet, laboureur à Montainville (diocèse de Chartres)<sup>2</sup>. Le couple connut une belle ascension sociale. Dès 1791, A la naissance de leur premier enfant, Louis, le futur valet de chambre de Napoléon, Charles Marchand se dit bourgeois, qualificatif plus brillant que celui de valet de chambre. Bien plus tard, en juin 1815, Napoléon le nomma messenger d'État, mais la défaite de Waterloo, rendit caduque cette nomination. C'est que les Marchand, sans doute dans le sillage de grandes familles au service desquelles ils étaient entrés, avaient pu se faire remarquer au point de voir Mme Marchand admise dans la Maison des Enfants de France et y occuper une place de choix. D'un autre côté, selon Jean Bourguignon, une sœur de Louis Marchand, Henriette, était l'une des « *femmes blanches* » de la Maison de l'Impératrice<sup>3</sup>. Lorsqu'en 1811 le comte de Montesquiou, grand chambellan, choisit « *dans les familles attachées au service personnel de l'Empereur* » douze jeunes gens « *pour remplir le service d'huissiers dans ses appartements* », Mme de Montesquiou, gouvernante des Enfants de France, qui avait la plus grande confiance dans Mme Marchand, proposa le nom de son fils qui devint ainsi garçon d'appartement. Ses services furent si

appréciés qu'en 1814 le grand maréchal Bertrand le nomma premier valet de chambre de l'Empereur pour succéder à Constant qui s'était enfui, comme d'ailleurs le mameluck Roustan. « *Zélé, adroit, délicat et discret, il gagnera la confiance de l'Empereur qui n'aura jamais à s'en repentir* », nous dit Jean Bourguignon.

Près du roi de Rome, il y avait des Icaunais ou des personnes attachées à l'Yonne qui pouvaient parler aux Marchand de leur département, proche de Paris, sur la grande route de Lyon, susceptible par conséquent d'offrir bien des lieux de séjour estival. Tout d'abord Julie Soufflot, sous-gouvernante du roi de Rome – Toto pour le petit prince – et sa fille Fanny, très aimée du jeune enfant qui voulut qu'elle l'accompagnât en Autriche ; la première était la nièce et la deuxième la petite-nièce du célèbre architecte. Elles suivirent le roi de Rome à Vienne comme Mme Marchand. Mais aussi le docteur Bourdois de la Motte, le cousin des Soufflot par les Jollois<sup>4</sup>, médecin du roi de Rome, qu'il quitta non sans déchirement à Blois en 1814 et qu'il aurait aimé, malgré son grand âge, rejoindre en 1832 à Vienne lorsqu'il apprit la gravité de son état de santé. Et pourquoi pas Mme de Montesquiou elle-même ? Elle descendait directement de Louvois – elle était née Louise Charlotte Françoise Le Tellier de Louvois-Courtanvaux de Montmirail<sup>5</sup> – et sa famille était puissamment implantée dans les pays qui formeront le département de l'Yonne. Les Louvois étaient en effet avant la Révolution seigneurs de Tonnerre, Cruzy-le-Châtel et Ancy-le-Franc. Sous l'Empire, le cousin de Mme de Montesquiou, Auguste Michel Félicité Le Tellier de Souvré, marquis de Louvois, fait comte de l'Empire

1 - Canton et arrondissement de Senlis (Oise).

2 - Canton de Voves, arrondissement de Chartres (Eure - et - Loir).

3 - Henriette a dû mourir jeune et sans enfant puisqu'au décès de son père Charles Marchand, les actes notariés sont muets à leur sujet. Quatre enfants sont seulement cités : Louis, Marguerite Opportune, épouse de Antoine Feine, employé des Ponts et Chaussées, Charles Alphonse, né le 18 juin 1806, et Achille Clément, né le 2 janvier 1810.

4 - Jean-Baptiste Prosper Jollois (1776-1842), natif de Briennes-sur-Armaçon (chef-lieu de canton, arrondissement d'Auxerre - Yonne) est un des savants de l'expédition d'Égypte.

5 - Courtenvaux : commune de Bessé-sur-Braye, canton de Saint-Calais, arrondissement du Mans, Sarthe ; Montmirail chef-lieu de canton arrondissement d'Épernay, Marne.

et l'un de ses chambellans par Napoléon, était châtelain d'Ancy-le-Franc ; c'était une des notabilités départementales et à ce titre il était connu du préfet Rougier de La Bergerie.

Ce n'est donc pas Marchand qui acquit le Verger et choisit ainsi de s'établir en Bourgogne. Ce sont ses parents. Ils comblaient ainsi – sans le savoir ? – le vœu de Napoléon qu'il exprima à Marchand peu de temps avant sa mort. Nous sommes vers la fin du mois d'avril 1821 dans les jours où Napoléon rédige ses dernières volontés<sup>6</sup>. Napoléon se sent apaisé, d'autant plus qu'un léger mieux s'est fait sentir : « *Ma fin approche. La nature a voulu me donner une journée pour mettre ordre à mes affaires* ». Il annonce à Marchand qu'il l'a fait l'un de ses exécuteurs testamentaires avec Montholon et Bertrand, qu'il aura un titre, qu'il lui donne le collier de diamants de la reine Hortense ; il le charge à son retour en Europe de voir l'Impératrice et son fils et de remettre à celui-ci, lorsqu'il aura quinze ans, les objets dont il a fait Marchand dépositaire ; il lui recommande de se marier honorablement dans une famille d'officiers ou soldats de sa vieille garde et de s'établir en Bourgogne : « *J'ai dit à Montholon de te faire acheter une propriété en Bourgogne près de la sienne ; vous y serez bien, les habitants sont de braves gens que j'ai toujours trouvé patriotes* ». Il semble cependant que Montholon, d'une vieille famille de Bourgogne, n'y ait plus à cette époque de propriété.

Napoléon gardait ainsi un bon souvenir de cette province où il avait passé une partie de sa jeunesse et dont il n'oubliait pas qu'elle lui avait donné, comme la République avant lui, de nombreux et vaillants soldats et même des plus prestigieux. Le département de l'Yonne, puisque c'est lui qui accueillera Ali et Marchand, n'avait-il pas fourni dix-huit généraux et un maréchal (et pas des moindres

puisqu'il s'agit de Davout) à la France de 1792 à 1814 ? Il gardait plus spécialement en mémoire la traversée triomphale du Vol de l'Aigle et l'étape capitale d'Auxerre où le ralliement de Ney, qui avait pourtant promis à Louis XVIII de « *le ramener dans une cage de fer* », levait le dernier obstacle qui pouvait subsister sur la route de Paris.

Ses souvenirs de jeunesse, Napoléon ne manque pas de les évoquer devant Marchand lorsque celui-ci lui annonce que ses parents ont acheté la propriété de Rougier de La Bergerie. « *Cette propriété doit être celle de l'évêque d'Auxerre sur le bord de l'Yonne, puisqu'on te la dit à une lieue avant d'arriver à cette ville. Je m'y suis arrêté dans ma jeunesse, l'habitation est belle et a de beaux ombrages : je me plainrais si j'y étais, j'aurais un bateau pour m'y promener sur l'eau* ». En réalité, Régennes, le château des évêques d'Auxerre, est situé un peu plus au nord sur la commune d'Appoigny, voisine de celle de Perrigny, au bord de l'Yonne sur laquelle passait le coche d'eau. L'erreur de Napoléon s'explique à la fois par l'ancienneté de ses souvenirs et par le fait que la propriété du Verger, établi par Rougier de La Bergerie, n'existait pas avant la Révolution. Marchand ajoute malicieusement : « *Sire, Votre Majesté n'y resterait pas longtemps, le courant l'entraînerait vers Paris* ». Napoléon sourit et « *pensa que peut-être j'avais deviné juste* » ajoute Marchand.

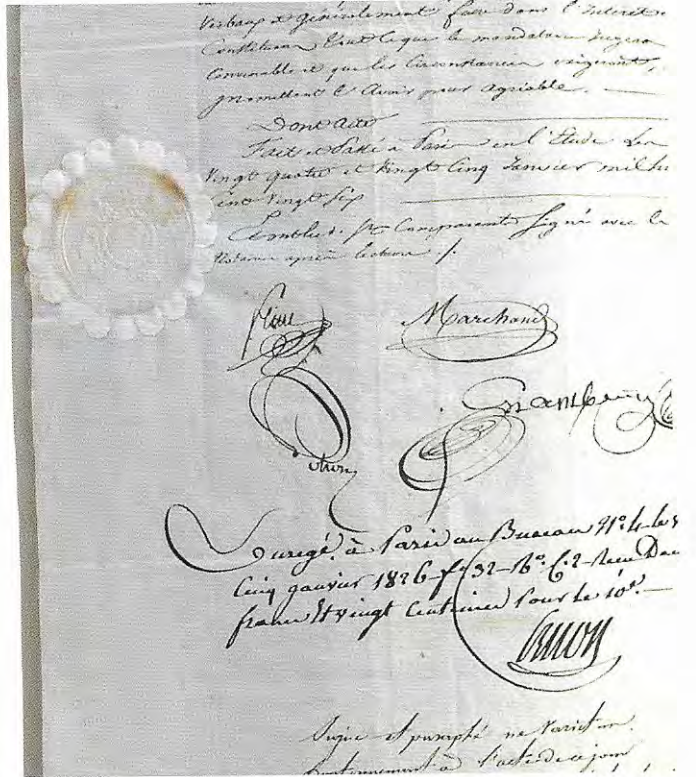
Mais cloué sur son rocher, Napoléon était condamné à y mourir d'une longue et cruelle maladie, comme on dirait aujourd'hui. Son entourage, par un dévouement et une affection inlassables, s'efforça d'en adoucir la douleur : de Marchand. Napoléon écrit dans son testament : « *Les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami* ». Il ne restait plus maintenant à ses fidèles qu'à rentrer en France. Marchand n'avait pas de plus cher désir que de

6 - Marchand ne se rappelle pas très bien de la date. Dans la préface au *Précis des guerres de César*, il place la scène le 27 avril. A la lecture des *Mémoires*, on hésite entre le 20 et le 21 avril ; l'introduction, dont Jean Bourguignon nous donne la photographie de la première page, porte le 19 mars, de façon manifestement erronée puisque Marchand précise qu'on est à 17 jours de la mort de Napoléon : on serait donc le 19 avril.





Général comte Michel-Sylvestre Brayer (1769-1840),  
beau-père de Marchand par J.B. Mauzaisse.  
Not. 10



Inventaire Au Verger, après le décès de M. Marchand  
père, 9 février 1826.  
Not. 155

retrouver ses parents qui étaient au Verger, si bien qu'arrivé à Paris le 22 août 1821 et après s'être acquitté rapidement de quelques démarches auprès du banquier Laffitte et du comte de Turenne, ancien chambellan de l'Empereur et grand maître de sa garde-robe, et rendu visite au général Gourgaud, il prit dès le 25 la route de Bourgogne. Le lendemain 26, nous dit-il avec joie, « les bras de mon père et de mon excellente mère s'ouvraient enfin pour me recevoir ».

C'était le premier des séjours d'été de Marchand dans notre département. Mais, à partir de 1826 il n'y venait plus comme hôte de ses parents mais comme propriétaire, du fait du décès de son père et du rachat qu'il avait effectué des parts de sa mère, de sa sœur et de ses deux frères. Ce rachat prouvait l'attachement qu'il avait ressenti pour cette propriété où il se trouvait particulièrement bien.



Combien de temps y restait-il ? Sans doute une bonne partie de l'année puisque selon les rapports de police de la Restauration, dont nous disposons pour les années 1826 et 1827, il arrivait au printemps, en avril ou mai. Sa famille venait-elle avec lui dès cette époque de l'année ou venait-elle le rejoindre plus tard ? En 1826, il vient avec sa belle-mère, Mme Brayer. En effet, selon le vœu de l'Empereur, il s'était marié avec la fille d'un brave et d'un fidèle, le général Brayer, qui, lors du Vol de l'Aigle à l'étape décisive de Lyon, se rallia à Napoléon. À la deuxième Restauration, Brayer échappa au sort de Ney et de Labédoyère par la fuite. Condamné à mort par contumace, il gagna l'Amérique du Sud et il y combattit aux côtés des *Libertadores*. C'est de son second mariage avec une princesse allemande, Marie Philippine Antoinette Françoise de Sale de Freyberg-Hopferau qu'était née Mathilde, qui avait été présentée à Marchand par la femme de Montholon et qu'il épousa en 1823.

Au Verger, comme à Paris, Marchand menait une vie discrète entre les affections familiales, qu'il exprima de façon touchante à l'égard de sa femme et de leur fille Malvina dans les dernières lignes de ses *Mémoires*, et les souvenirs napoléoniens : « *Se dévouer à la cause de ceux que nous a légués l'Empereur est la seule récompense que j'ambitionne* » disait-il, après le retour des Cendres, à Valérie Masuyer, filleule de l'impératrice Joséphine et dame d'honneur de la reine Hortense. Cette propriété paisible et reposante, propre à la méditation, lui permettait de cultiver ces sentiments. L'îlot, situé au milieu de la petite pièce d'eau établie par Rougier de La Bergerie (pièce d'eau aujourd'hui desséchée par les travaux d'aménagement routier voisins) était devenu Sainte-Hélène. La bibliothèque de l'ancien préfet lui offrait le havre de paix favorable à la réflexion et à l'écriture : les *Mémoires*, terminés en octobre 1842, quelques mois seulement après la vente du domaine, ont pu y être rédigés, au moins en partie.

En fait, nous savons peu de chose sur la vie de Marchand au Verger. Il n'a pratiquement rien changé à la propriété constituée par Rougier de La

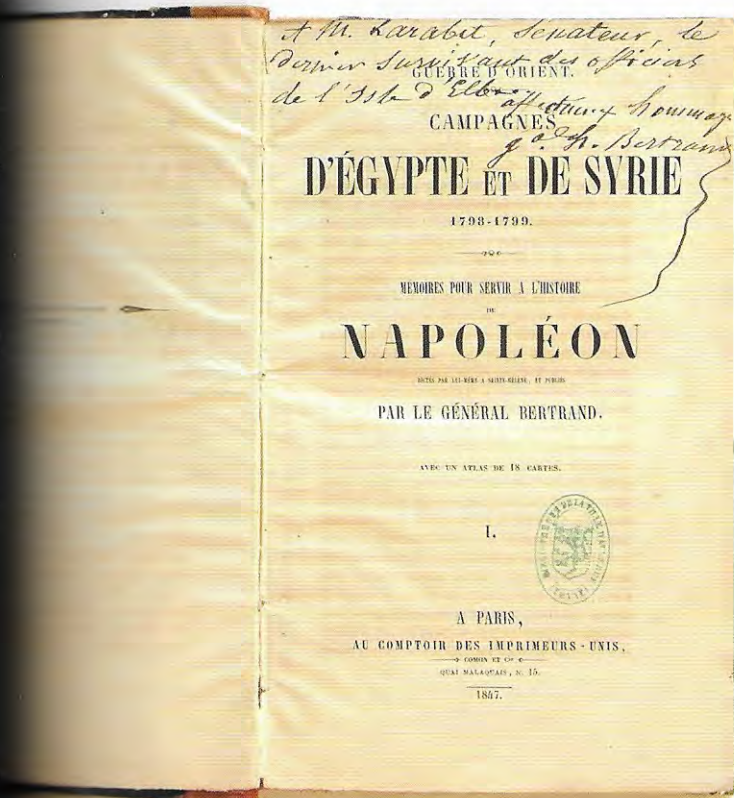


Portrait de la comtesse Marchand, née Mathilde Brayer par Charles Steuben.  
Not. 154

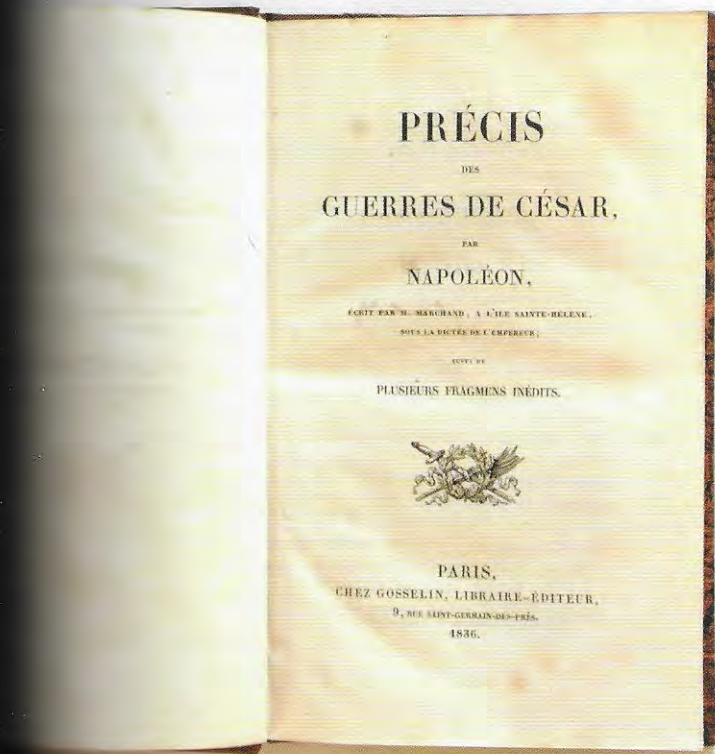


Bibliothèque du Verger.





Guerre d'Orient. Campagnes d'Égypte et de Syrie, 1798-1799.  
Not. 73



Précis des guerres de César par Napoléon écrit par M. Marchand.  
Not. 72

Bergerie. Tout au plus Marchand l'a-t-il améliorée légèrement par l'achat de quelques petites parcelles d'un total d'environ un hectare. L'inventaire après décès du père de Marchand nous apprend qu'il faisait valoir les terres et vignes du Verger par un cultivateur de Perrigny, Joachim Mérat, « préposé à la garde, culture et entretien » de la propriété. Il est légitime de penser que le fils Marchand adopta le même mode de faire-valoir, car, contrairement à Rougier qui était agronome et ancien agriculteur, on ne connaît pas à Marchand de compétence particulière en la matière, en dehors du jardinage pratiqué à Sainte-Hélène.

Sur le plan des relations qu'il a pu nouer, nous ne pouvons faire que des conjectures. S'il pouvait légitimement avoir le désir de retrouver des fidèles de l'Empire, le nombre de ceux qui étaient avides de rencontrer un compagnon de Napoléon à Sainte-Hélène était encore plus grand. Comme le banquier Laffitte, au retour de Marchand, ils avaient à lui poser « de pressantes questions » sur la captivité de l'Empereur et sa mort. Il a certainement reçu Ali qui habitait Sens, à une cinquantaine de kilomètres, ce que nous confirmera M. Jacques Jourquin lorsqu'il aura publié l'intégralité des papiers d'Ali ; mais il pouvait aussi le voir en passant dans cette ville en venant de Paris ou en y retournant. On sait qu'à Paris Valérie Masuyer figurait parmi les familiers de Marchand. Peut-on en dire autant de Fanny Soufflot et de sa mère ? et de leur cousin le député d'Auxerre Marie-Denis Larabit, un ancien de l'île d'Elbe, connu pour sa fidélité à la cause napoléonienne, que Marchand pouvait aussi bien voir à Auxerre qu'à Paris.

À Auxerre, il ne manquait pas d'hommes à la fois curieux et honorés de pouvoir le rencontrer : le président Olivier Chardon, magistrat et historien, propriétaire à Perrigny de la Barcelle, domaine voisin du Verger ; l'archiviste Maximilien Quantin dont le père avait servi dans les armées impériales et avait été blessé ; le bibliothécaire de la ville d'Auxerre, François Lefébure (ou Lefebvre), ancien capitaine d'infanterie, prisonnier en Espagne de 1813 à 1814,



demi-solde, « très érudit » selon l'un de ses supérieurs ; l'avocat orléaniste Ambroise Challe, engagé volontaire en 1815, plus tard un des grands historiens d'Auxerre, maire de la ville sous le Second Empire et à ce titre ayant l'honneur de recevoir Napoléon III en 1866 ; et bien d'autres encore, anciens serviteurs de l'Empire. Comment ne pas citer le capitaine Coignet, célèbre plus tard pour ses fameux *Cahiers*, dans lesquels il raconte avec fierté qu'étant en service à Saint-Cloud, il avait porté le roi de Rome dans ses bras après que celui-ci eut arraché quelques plumes à son plumet ?

Si Marchand a bien rencontré Challe, il a immanquablement évoqué devant lui la fin de Napoléon. Est-ce lui qui a rapporté à Challe les propos que Napoléon aurait tenus le 17 mars 1821, jour de la crise fatale par laquelle s'ouvre la phase finale de la maladie de l'Empereur : « 17 mars, à pareil jour, il y a six ans, il y avait des nuages au ciel. Ah ! je serais guéri si je voyais ces nuages ». 17 mars 1815, Napoléon était à Auxerre, le Vol de l'Aigle s'achevait triomphalement. Il est vrai néanmoins que ces propos ne se trouvent pas dans les écrits de Marchand, préface au *Précis des guerres de César de Napoléon* (1836) et *Mémoires*, qu'il ne destinait pas d'ailleurs à une publication immédiate. Leur intérêt n'est pas mince puisqu'ils font ressortir le vif souvenir que Napoléon gardait de cette journée, mais il se renforce par le fait que Challe y fait allusion en recevant Napoléon III à Auxerre le 6 mai 1866, assurant ainsi le lien entre le Premier et le Second Empire. Challe les attribue à tort au *Mémorial*<sup>7</sup>, mais on les trouve dès le début de la monarchie de Juillet dans l'*Histoire de Napoléon* de Norvins qui ne nous dit pas de qui il les tient. François Lefébure avait d'ailleurs acheté ces livres pour la bibliothèque d'Auxerre où Challe pouvait les consulter aisément<sup>8</sup>.

Le lien entre Marchand et les Auxerrois a certainement été favorisé par les rapports qui se sont établis entre l'ancien valet de chambre de Napoléon et l'ingénieur des Ponts et Chaussées Leblanc d'Avau, fils du maire d'Auxerre pendant la Restauration et auteur d'un ouvrage estimé *Recherches historiques et statistiques sur Auxerre, ses monuments et ses environs*, paru en 1830. Préparant ce travail dans les années précédentes, il s'efforça de constituer une collection archéologique. « Il déterminait M. Rougier de La Bergerie, ancien préfet de l'Yonne, à céder à la ville les objets antiques qu'il avait réunis dans sa propriété du Verger et qui provenaient tous du département [mais à cette date Rougier n'est plus propriétaire du Verger depuis longtemps]. Ce fut le noyau primitif de notre musée lapidaire. Le cippe de Biturix, la grande inscription Pro Salute Dominorum, le beau chapiteau corinthien à figurines et plusieurs autres fragments curieux qui décorent notre salle d'entrée [de l'ancien musée situé dans les bâtiments municipaux, actuelle place du Maréchal Leclerc] étaient compris dans ce premier don », nous dit l'historien Aimé Chérest, classificateur du musée, qui corrige peu après dans le catalogue en précisant que c'est en réalité Marchand qui a consenti à donner ces objets à la ville. A. Chérest ajoute même : « Je dois ces détails oubliés aujourd'hui [nous sommes en 1869-1870] à l'obligeance de M. Leblanc qui a surveillé le transport des objets donnés par M. Marchand... ».

Le retour des Cendres en 1840 est évidemment le grand événement qui rompt la longue retraite dans laquelle Marchand est plongé. Estime-t-il qu'après cela une page est tournée ? ou toute autre raison qui nous échappe encore intervient-elle ? Toujours est-il qu'en 1841 Marchand entame avec un de ses voisins, le notaire auxerrois Chauvelot, les négociations qui aboutiront à la vente

7 - La Suite au *Mémorial de Sainte-Hélène ou observations critiques, anecdotes inédites pour servir de supplément et de correctif à cet ouvrage* (de Musset - Pathay et Grille), Paris, Raynal et Roret, 1824, 2 vol., n'apporte rien à ce sujet. Seule la deuxième partie du titre de cet ouvrage, paru sans nom d'auteur, est correcte : ce n'est pas une suite mais un commentaire critique enrichi de documents.

8 Le *Mémorial* (éd. de 1823 et de 1842), *Histoire de Napoléon* de Norvins (9<sup>e</sup> éd., 1839), Quantin (Maximilien) et Molard (Francis), *Catalogue de la bibliothèque de la ville d'Auxerre*, T. II, section d'Histoire, Auxerre, Gallot, 1890, n° 2181, 2192, 2194.



du Verger à ce dernier, qui en profite pour se retirer. L'acte de vente est signé chez son successeur, M<sup>r</sup> Rubigni, le 2 février 1842, Marchand se faisant représenter à cette époque de l'année par un fondé de pouvoir.

Marchand s'éloignait de la Bourgogne. Il allait tourner son regard, sans que nous sachions à quelle date, vers la Normandie et le bord de la mer. C'est à Trouville qu'il décédera le 19 juin 1876 dans une maison située rue de la Cavée, sur laquelle a été apposée en 1969 une plaque commémorative. C'est à Trouville aussi que sa petite-fille Marguerite Desmazières avait épousé le 20 mai 1865 le comte Oscar d'Hautpoul, petit-fils par son père du célèbre général de cuirassiers, mort des suites des blessures reçues à Eylau, et par sa mère du maréchal Berthier. Ce mariage avait été favorisé par l'amitié qui unissait les familles Brayer et d'Hautpoul.

Dans l'Yonne son souvenir était bien lointain. Le journal bonapartiste *Le Nouvelliste* signale brièvement la mort de Marchand sans aucune référence à son séjour dans le département. Quant à la propriété du Verger, que les descendants du notaire Chauvelot vendirent en 1894 au département de l'Yonne pour en faire une colonie agricole de ce que l'on appelait à l'époque l'asile d'aliénés, elle est aujourd'hui, toujours entre les mêmes mains et alors que l'activité agricole n'y est plus exercée, a peu près semblable, malgré quelques destructions et constructions nouvelles, à ce qu'elle était au temps de Rougier de La Bergerie et de Marchand. On est rapidement pris sous le charme et la nostalgie des lieux : l'ombre de l'Empire y plane toujours.

*Sources et orientation bibliographique page 99.*



Le tombeau de Napoléon à Sainte-Hélène. Papier aquarellé en relief.  
Not. 199